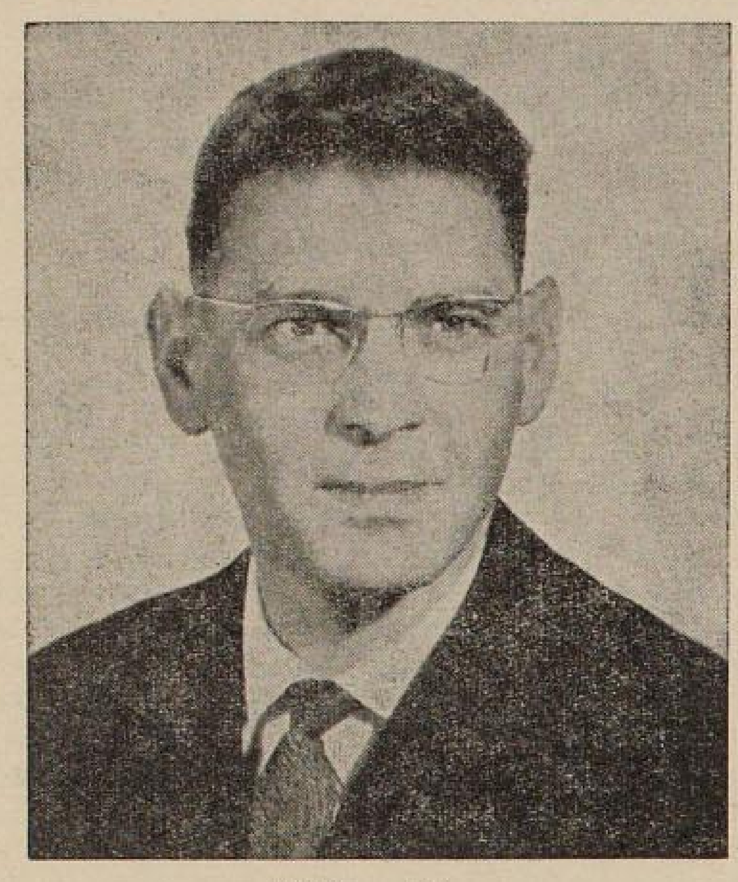
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 23 juin 1968 — 3e Circonscription de la Moselle

César DEPIETRI



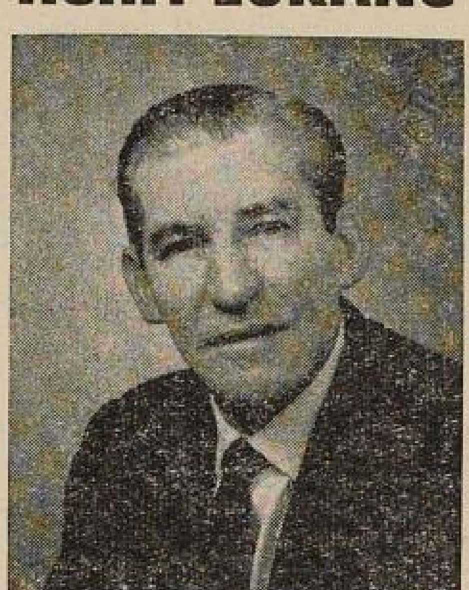
Sidérurgiste
Député sortant
Conseiller Général - Maire de Moyeuvre-Grande

Candidat du

Parti Communiste Français

Remplaçant éventuel :

Henri LORANG



Tourneur-sur-métaux
Administrateur de la Caisse d'Allocations Familiales de la Moselle

Electrices, Electeurs,

L'an dernier au mois de mars, les démocrates de notre arrondissement m'ont fait massivement confiance et m'ont élu à l'Assemblée Nationale.

J'ai été fidèle au mandat que vous m'avez confié, défendant notamment notre région ouvrière et sa population laborieuse. C'est ainsi que je suis intervenu en faveur des mineurs de fer et des sidérurgistes, en faveur des jeunes (formation professionnelle, emploi etc...) Je suis le seul député de la Moselle à être intervenu en faveur de l'école qui se trouve chez nous dans une situation désastreuse.

A cela, il faut ajouter que chaque localité de la circonscription a vu votre député faire ses permanences à plusieurs reprises et faire ses compte-rendus de mandat.

Avec le groupe communiste j'ai défendu les légitimes intérêts des petits commerçants et artisans, notamment au moment de l'extension de la T.V.A.

Les députés communistes, conscients du mal qu'elle faisait à la population laborieuse, à l'économie de notre région, au pays tout entier, ont lutté en permanence contre la politique gouvernementale qui ne sert que les intérêts du Comité des Forges. Ils ont, sur toutes les questions, proposé des solutions conformes à l'intérêt du peuple.

"10 ans, ça suffit !"

Sous ce mot d'ordre, des millions de françaises et de français : ouvriers, employés, fonctionnaires, techniciens, sont entrés en lutte pour la satisfaction de leurs revendications mille fois justifiées et mille fois refusées par le patronat et le gouvernement.

Chacun a dû reconnaître la dignité, le calme, la discipline de ces millions de salariés en lutte.

Des avantages importants ont été obtenus, ce qui prouve que l'on pouvait satisfaire les revendications justes qui étaient posées. C'est donc le gouvernement et le patronat qui portent seuls la responsabilité des grèves.

Ils ont constamment bénéficié de la complicité active des députés UNR, Indépendants et autres réactionnaires, qui, jusqu'au dernier moment ont soutenu le gouvernement Pompidou.

★

Le gouvernement et ses candidats prétendent avoir le monopole du drapeau tricolore. Il appartient au peuple de France.

Mais il n'appartient pas à un Parti quel qu'il soit.

Le véritable enjeu du scrutin c'est non pas "Communisme ou République gaulliste", mais "démocratie ou pouvoir personnel".

Et c'est pour cacher cette vérité, pour prolonger la vie du pouvoir actuel que le gouvernement se livre à son attaque anti-communiste. Les démocrates de la circonscription ne seront pas dupes, eux qui ont vu leur député et les militants communistes lutter en permanence à leurs côtés.

Ce que nous voulons :

Sur le plan économique et social :

▶ Le développement de nos industries de base (mines de fer, mines de charbon, sidérurgie) en exploitant d'abord nos richesses nationales, en augmentant la production d'acier, grâce à une politique budgétaire donnant priorité au secteur social (logements, écoles, hôpitaux etc...) et à une large augmentation du pouvoir d'achat des masses populaires.

▶ L'implantation d'industries nouvelles à partir des productions de base de la Moselle. Aucun département n'est aussi bien placé que le nôtre pour donner naissance à une puissante industrie de l'électro-métallurgie, de la machine-outil etc...

▶ Une politique sociale hardie comportant notamment :

- la réduction progressive du temps de travail sans perte de salaire, le droit à la retraite complète à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles et pour les femmes.
- Une large augmentation des salaires, le blocage des loyers et la diminution des impôts frappant les petits et moyens salaires, la suppression de la T.V.A. au stade du détail.
- Pleine reconnaissance des libertés syndicales à l'entreprise.
- L'abrogation des ordonnances portant atteinte à la Sécurité Sociale et le maintien des avantages attachés à notre régime spécial.
- La nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer.

Une telle orientation, résolument novatrice permettrait, avec le développement de la production, d'assurer le plein emploi malgré les concentrations en cours. Elle donnerait du travail aux jeunes.

Un effort particulier doit être fait pour LES PETITS PAYSANS :

les exploitations familiales doivent être aidées par des prêts à faible intérêt et des prix différentiels qui leur soient favorables.

il convient d'encourager la coopération sous toutes ses formes et d'assurer la formation professionnelle des jeunes obligés de quitter la terre.

L'éducation nationale et la formation professionnelle :

Un effort spécial doit être fait pour notre département, à la mesure du retard accumulé depuis l'avènement du gaullisme.

Il faut maintenant que les petits Mosellans puissent être scolarisés à partir de 3 ans, que les classes et les maîtres soient en nombre suffisant pour que la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans puisse devenir une réalité

Il faut multiplier les C.E.S. et les lycées, afin qu'une base solide soit donnée au développement de l'enseignement supérieur et à la création de facultés à Metz.

Ces mesures jointes à la multiplication des bourses d'études doivent permettre aux enfants de condition modeste d'accéder aux études en fonction de leurs capacités.

L'enseignement technique doit être l'objet de tous les soins. Les 2/3 des enfants de travailleurs entrent dans la production sans C.A.P.

Pour les jeunes filles, la situation est encore plus catastrophique.

L'aide aux communes :

De plus en plus le pouvoir gaulliste met à la charge des communes des dépenses devant normalement revenir à l'Etat qui encaisse la grosse masse des impôts. Cela empêche les municipalités de réaliser les installations sportives, scolaires, de santé, pourtant indispensables. Une situation sans issue est ainsi créée notamment pour les communes-dortoirs comme Fameck.

Il convient de décharger les communes des dépenses qui ne leur incombent pas, de leur faciliter les emprunts à long terme et à faible intérêt, d'instituer une taxe sur les trusts de la sidérurgie pour aider à l'équipement des villes qui abritent leurs travailleurs.

Electrices, Electeurs,

L'enjeu du scrutin est clair. A gauche, les Partis se sont mis d'accord pour un désistement réciproque au 2e tour en faveur du candidat le mieux placé au 1er tour.

Cet accord repose sur un "programme d'urgence" établi sur le plan national et répondant aux aspirations du peuple. Le chantage gaulliste "moi ou le néant" n'est donc qu'une duperie pour essayer de maintenir un régime anti-populaire au service des grands capitalistes.

A droite, nous retrouvons l'homme classique de la réaction, c'est-à-dire pour cette fois Monsieur ARNOULD, ingénieur attaché à la direction du trust de Wendel et en même temps homme du pouvoir gaulliste,

Une fois de plus les trusts et le gouvernement soutiennent le même homme parce qu'ils ont la même politique.

Le patronat et le gouvernement, pour essayer de reprendre le siège de Thionville-Ouest aux travailleurs ont mis en piste le nommé FARGEOT, renégat de la classe ouvrière, homme de Mondon et de Nass, président de la Chambre Patronale du Bâtiment. Les démocrates mettront en échec cette pitoyable diversion.

Electrices, Electeurs,

Le 23 juin vous voterez pour le candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS qui est le meilleur artisan de l'unité des forces ouvrières et démocratiques.

Vous confirmerez votre vote de l'an dernier.

Vous confirmerez votre volonté de changement exprimée dans les dernières luttes.

Dès le 1er tour vous voterez utile et efficace

POUR le progrès social et la liberté, POUR un gouvernement d'union démocratique,

VOTEZ **César DEPIETRI** Député sortant

Candidat du Parti Communiste Français

Vu : les candidats

Remplaçant éventuel : **Henri LORANG**

Le 23 juin, sur votre bulletin de vote César DEPIETRI - Henri LORANG, ne rayez aucun nom, votre vote serait annulé.

IMP. G. KLEIN - KNUTANGE